

Daniel BERRA**Curriculum Vitae**

2018

Professeur émérite

Université Aix-Marseille (AMU)- Faculté de Droit

Nationalité Française - Né le 16 /01/ 1940 à Chalons sur Marne- Deux enfants

Adresse universitaire : Faculté de Droit et de Science Politique - Centre de Droit Social - 3 avenue Robert Schuman - 13628 Aix-en-Provence cedex 1 - Tél. 04.42.17.29.52 - Mel : daniel.berra@wanadoo.fr

Titre et diplômes :

- Docteur d'Etat en Droit Privé et Sciences Criminelles, thèse de Droit Privé : "La notion d'indisponibilité juridique", Nancy 1969. Prix Daniel Parisot de la meilleure thèse de droit privé.
- Agrégé des Facultés de Droit (Droit Privé et Sciences Criminelles), concours Carbonnier 1975

Carrière enseignante :

- Professeur à la Faculté de Droit et de Science politique d'Aix-en-Provence (Aix marseille Université) depuis 1982 – PEDR(encadrement doctoral) à c de 1997- Professeur Classe exceptionnelle CE2- Emérite à c. du 1.07.2003.
- Auparavant : Assistant de droit privé à la Faculté de droit et de sciences économiques de Nancy II et avocat stagiaire (1963 - 1969) - Chargé de cours à la Faculté de Droit de Besançon (1969-1971) puis de Nancy (1971-1974) - Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Nancy (1976-1982)

Activités d'enseignement :

- Droit civil, Droit commercial, Droit Social Européen Communautaire. Spécialisation depuis 1982 : Droit Social, Droit du Travail.

Activités scientifiques et de recherche :

- Organisateur pendant plusieurs années des Journées prud'homales nationales d'Aix en provence
- Direction de la collection Droit social de l'université d'Aix-Marseille (éd. PUAM), 25 ouvrages. Direction jusqu'en 2013. Co directeur depuis 2013
- Articles, notes en Droit Civil et Droit Social - Diverses contributions à des colloques. Voir ci-après
- Directeur du D.E.A Droit Social (Aix-Marseille) et de l'Equipe d'accueil de Doctorat EA 901 jusqu'en 2003
- Consultations et contrats de recherche en droit du travail / droit social au profit de grandes entreprises et d'organismes divers. En particulier, auteur des 2 premiers articles de droit français sur les aspects juridiques du Sida en droit social et sur les responsabilités et l'indemnisation des hémophiles (1988 et 1989)

Fonctions universitaires :

- Directeur du Centre de Droit Social (Université d'Aix-Marseille III) et de l'équipe d'accueil de Doctorat EA 901 (1984-2003)
- Assesseur du Doyen de la Faculté de Droit d'Aix -Marseille pour le 3^{ème} cycle (1999/2004).
- Membre du Conseil National des Universités (CNU ; élu pendant 10 ans). 1^{er} Vice-président de la Section 1 (Commission n° 1) droit privé et sciences criminelles (1992 à 1995)
- Membre élu du Comité Technique Paritaire Universitaire national (1990-1995)
- Directeur du CUREM-Lorraine (Centre Universitaire de Recherches et d'Etudes Municipales - Formation de personnels communaux) 1980 - 1982 ; chargé de sa restructuration et de l'arbitrage entre les 2 métropoles régionales de Nancy et de Metz
- Ancien président du jury du Concours National du C.N.E.S.S (Centre National d'Etudes Supérieures de la Sécurité Sociale)
- Directeur du Centre d'Initiation à l'Enseignement Supérieur (C.I.E.S) interacadémique d'Aix-Marseille - Nice - Corse (1994-1997).

Fonctions annexes :

- Membre de la Commission QUENET de réforme de l'enseignement supérieur : La condition des Enseignants de l'Enseignement Supérieur 1993/1994
- Secrétaire général Hre du syndicat autonome des professeurs et maîtres de conférences des sciences juridiques,

politiques, économiques et de gestion (1989- 1997)

Distinctions honorifiques :

- Ordre National du mérite (Chevalier) décret du 14.05.1994, J.O 15.05
- Palmes académiques - chevalier (D. 1.08.1979) - officier (D. 21.02.2001)
- Médaille de bronze de l'enseignement technologique arrêté du 25.02.1972
- Prix Cujas-Magnol décerné par l'Académie du Languedoc (1994).
- Membre associé de l'Académie d'Aix en Provence- Académie des sciences, Agriculture, Arts et Belles Lettres- 2017

Travaux et publications.

- La procédure de licenciement des salariés protégés en cas de cumul des mandats, JCP 1976, 11942.
- Droit civil. Encyclopédie Clartés (Litec), 6 fasc. 80 p. imprimées.1977
- Les Quasi-Contrats (art. 1370 - 1371 C. civ.). Juris-classeur civil et notarial, 20 p. 1978
- Sécurité sociale. Encyclopédie Clartés (Litec). 2 fasc.1979
- La réforme du pouvoir disciplinaire, Editions Lamy (Sem. Sociale Lamy, n° spécial 143). 1982
- Le pouvoir disciplinaire et son contrôle par le Conseil de Prud'hommes, éd. Lamy, Semaine Sociale n° spé.174.1983
- Licenciement et procédures disciplinaires (prospective sur l'évolution du licenciement), éd. Lamy, Semaine Sociale n° spécial 203. 1984
- Le règlement intérieur des entreprises à l'épreuve de la jurisprudence (NDLR : 1^{ère} étude sur le nouveau contentieux issu de la réforme de 1982), éd. Lamy, Semaine Sociale n° spécial 425, 40 p. 19
- Responsabilités, indemnisation des dommages et Sida, éd. Actions et Recherches Sociales (Revue Interuniversitaire de sciences et pratiques sociales), n° 3/4 octobre 1989, p. 127 à 141.
- Le licenciement d'un salarié homosexuel séropositif, Rev. Préventique 1990, n° 35, p. 17 s.
- Le licenciement d'un salarié atteint du Sida, Commentaire de Aix, 9^o ch. 16.06.1992, Bulletin d'Aix (revue de jurisprudence, éd. PUAM) 1993-1, p. 74 s.
- Le salarié bénéficiaire d'une convention de conversion peut-il contester l'ordre des licenciements économiques ? commentaire Cour d'appel d'Aix, 21.06.1994, Bulletin d'Aix (revue de jurisprudence, éd. PUAM) 1994-1, p. 41 s.
- Les motifs personnels de licenciement. Colloque Montpellier Université - CAPEB (Confédération des Artisans du Bâtiment). 13 mai 1995.
- Contrat de travail et Sida. Colloque Entreprises et Droit Social sur l'état de santé du salarié. Toulon 3 juin 1995.
- La valeur juridique des chartes d'entreprises. Ie colloque d'Ethique Economique. Aix-en-Provence 6/7 juillet 1995, éd. PUAM 1996
- Droit du travail et droit de l'environnement, 8^{èmes} journées Franco-Helléniques, Orléans 10-12 octobre 1996.
- Le formalisme poussé jusqu'à l'absurde. La mention obligatoire de l'adresse des services où le salarié peut se procurer la liste des conseillers du salarié en cas de licenciement, commentaire d'Aix, 18^och., 10 oct. 1996, Bulletin d'Aix; 1996-2, p. 104 s.
- Une interprétation raisonnable du formalisme : l'employeur n'est plus tenu de mentionner l'adresse de tous les "services" départementaux dépositaires de la liste des conseillers du salarié, Commentaire d'Aix, 18^o ch., 28 mai 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 88
- Commentaire de Aix, 18^{ème} ch. 28 mai 1997 (formalisme), Bulletin d'Aix 1997-1, p. 88.
- Le licenciement d'un salarié pour harcèlement moral envers le personnel féminin, Commentaire d'Aix, 9^o ch., 9 juin 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 96.
- Le salarié qui introduit dans l'entreprise de faux conseillers du salarié lors de l'entretien préalable commet une faute grave, Commentaire d'Aix, 18^o ch., 18 déc. 1996, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 106.
- La décision d'affectation d'un salarié paysagiste à un chantier extérieur constitue un simple changement des conditions de travail et non une modification du contrat de travail, Commentaire d'Aix, 18^o ch., 9 avril 1997, Bulletin d'Aix 1997-1, p. 114.
- La violation de l'obligation de loyauté par le salarié entraîne la privation de son statut protecteur de conseiller prud'homme, Commentaire d'Aix, 9^o ch., 13 oct. 1997, Bulletin d'Aix 1997-2, p. 192 s.
- Requalification des contrats de travail à durée déterminée irréguliers : révolution à la 18^{ème} chambre sociale ?, Commentaire d'Aix, 18^o ch., 16 nov. 1997, Bulletin d'Aix 1997-2, p. 199 s.
- La rupture anticipée du contrat initiative-emploi à durée déterminée, Commentaire d'Aix, 9^{ème} ch., 17 février 1998, Bulletin d'Aix 1998-1, p. 234.
- Contrat de travail emploi-consolidé : le juge prud'homal est compétent pour trancher le litige relatif à la rupture, Commentaire d'Aix, 18^{ème} ch., 24 février 1998, Bulletin d'Aix 1998-1, p. 260.

- Les chartes d'entreprises, colloque éthique économique et droits de l'homme de l'Institut Interdisciplinaire d'Éthique et des Droits de l'Homme, 1997, Université de Fribourg (Suisse), éd. Borghi, Meyer Bisch, Fribourg 1998.
- "La portée juridique des chartes éthiques en droit du travail", in *Ethique Economique et Droits de l'Homme, La responsabilité commune*, éd. Universitaires Fribourg (Suisse), 1998.
- "Droit pénal, droit du travail et droit disciplinaire", *Chronique, Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 33 s.
- "Le droit à un tribunal impartial, nouveau cas de récusation d'un conseiller prud'homme (art. 6§1 de la Convention européenne des droits de l'homme)", *Aix, 9^{ème} ch.*, 2 septembre 1998, *Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 222 s.
- "Un syndicat condamné à réparer le préjudice causé à l'employeur pour la désignation frauduleuse d'un représentant du personnel (CHS-CT)", *Aix, 18^{ème} ch.*, 22 septembre 1998, *Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 249 s.
- "La lettre de convocation à l'entretien préalable au licenciement doit-elle préciser que l'entreprise ne possède pas d'institutions représentatives du personnel ?", *Aix, 18^{ème} ch.*, 8 octobre 1998, *Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 254 s.
- "Salarié pluriactif : la dissimulation de sa situation lors de l'embauche constitue une faute grave", *Aix, 9^{ème} ch.*, 17 décembre 1998, *Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 430 s.
- "Est une faute grave l'abandon de poste et le refus de travailler d'une salariée qui se plaint de harcèlement", *Aix, 18^{ème} ch.*, 3 septembre 1998, *Bulletin d'Aix* 1998-2, p. 439 s.
- "Le respect du contradictoire par le juge : la Cour relève d'office le moyen tiré de la motivation du licenciement" *Aix, 14^{ème} ch.*, 4 mai 1999, *Bulletin d'Aix*, éd. PUAM 1999-1, p. 155 s.
- "Les conditions de légitimité des mutations internes des salariés" - *Commentaire d'Aix, 9^{ème} ch.*, 5 mai 1999 et 9^{ème} ch., 23 mars 1999, *Bulletin d'Aix*, éd. PUAM 1999-1, p. 277.
- "Le sport professionnel au lendemain de la loi du 28 décembre 1999". Colloque organisé par la Faculté de Droit d'Aix-en-Provence, 26 avril 2000 - Thème traité : Les joueurs (droit du travail).
- "La portée juridique des chartes d'entreprise et le droit du travail français". Colloque Franco-Québécois d'éthique en entreprise, Aix-en-Provence, 6 et 7 juillet 2000 (Universités de Montréal, Rimouski, Sherbrooke, McGill, Aix- Marseille III), contributions de D. Berra et N. Caussé, éd. PUAM.
- Les chartes d'entreprise et le pouvoir normatif du chef d'entreprise, *Mélanges Michel Despax, PU Sciences sociales* Toulouse 2002, p. 123s.
- Colloque Journées prud'homales d'Aix-en-Provence (présentation de l'ouvrage publié aux PUAM) 2005 –
- Colloque Journées prud'homales d'Aix-en-Provence (présentation de la publication à la Semaine sociale Lamy) 2006
- Répertoire de droit civil Dalloz – fasc. Avocat (généralités) ,coll. Demeester , 2006
- Répertoire de droit civil- ed. Dalloz, fasc. Avocat (modes d'exercice de la profession), 2006
- Répertoire de droit civil- fasc. L'avocat collaborateur libéral, 2006
- Répertoire de droit civi – fasc. Le statut de l'avocat salarié. 2006
- L'avocat salarié a-t-il un avenir ? Contribution aux Melanges en l'honneur de Jacques Foyer, « Le monde du Droit», Ed. Economica, 2007
- Point de départ de la prescription biennale de l'assurance en cas de recours indemnitaire entre co-responsables d'un accident du travail, *Commentaire de Cass. 2e civ.* 17 mars 2011, n° 10-14508, *JCP Entreprises* 2011, 1710, p.44
- 2013-2014**
- L'audit de la tarification des accidents du travail et des comptes sociaux est une activité de nature juridique, *CA Paris* 8 sept. 2013, *CNBC/ Ama Consulting Group, JCP E* 2014, *Chronique de protection sociale*, n° 1170
- Audit de la tarification et exercice du droit, *Commentaire de Cass.civ. 1*, 15 nov. 2010, n° 09-66319, *JCP E* 2011, 1424, n° 1
- Le licenciement du salarié en raison d'une activité durant un arrêt maladie nécessite la preuve d'un préjudice causé à l'employeur ou à l'entreprise, *Commentaire de Cass.soc.*, 16 oct. 2013, n° 12-15638, *Gazette du Palais* 2014, n°5 à 7, ed. spéciale *Droit du travail et de la Protection sociale*
- La « mise en garde judiciaire » n'a pas l'autorité de la chose jugée au pénal sur l'instance prud'homale, *Commentaire de Cass.soc.* 25 sept. 2013, n° 11-25942, *Gazette du Palais* 2014, n° 5/7, p.34
- Engage sa responsabilité civile à l'égard de l'entreprise adhérente, le service de santé interentreprise défailant dans le suivi médical des salariés, *Commentaire Cass. 1e civ.*, 19 déc. 2013, n° 12-25056, *Gazette du Palais* 2014, n° 82/84, , p.38
- Requalification du contrat de travail intermittent en travail à temps complet, *Commentaire de Cass. soc.* 19 mars 2014, n° 03-10759, *Gazette du Palais* 2014 n° 304, p.18
- La réforme de l'apprentissage issue de la loi du 5 mars 2014 , *Gazette du Palais* 2014, n° 152/4, *Dossier*, p.25

2015

- Les sommes versées en compensation d'un accident du travail et en compensation d'un handicap sont désormais retenues par le juge pour fixer la prestation compensatoire en cas de divorce, Commentaire de Cass. 1e civ. 22 oct. 2014, n° 13-24802, JCP E 2015 n° 1143

--Exceptions au repos dominical et en soirée (articles 241 à 257). in la loi Macron du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, La Semaine Juridique Entreprise et Affaires 2015- Etude, n°38, 17 septembre

-L'assureur de l'employeur peut intervenir volontairement devant le TASS pour contester l'existence de la faute inexcusable reprochée à l'employeur, Commentaire de Cass. 2e civ. 12 fev. 2015, n° 13-20133,Sté Axa, Semaine Juridique Entreprise et Affaires , Chronique Protection sociale, 2015, n°39, 22 septembre 2015

-Faute inexcusable et intervention volontaire de l'employeur, Gazette du Palais 2015, N° spécial Droit du travail et protection sociale, septembre 2015

-Présidence du colloque « Une nouvelle politique sociale du vieillissement :histoire et prospective d'un défi » (apm).

Colloque Centre de droit social, Faculté de droit Aix en Provence, 20 nov. 2015

2016

- Les conduites addictives en entreprise, ed. PUAM 2016, Publication Centre de droit social ; dir.et préface J.Colonna et V. Renaux-Personnic. Avant-Propos D. Berra

-Travail le dimanche et en soirée après la loi Macron du 6 août 2015, article Gazette du Palais 2016 n° 13, Doctrine, p. 51 s.

- Conclusion générale du colloque Journées Prud'homales consacré à la Réforme des conseils de prud'hommes,

Centre de droit social-Faculté de droit d'Aix-Formation continue des avocats, 10 juin 2016

2017 / 2018

-Commentaire du « *Guide pratique du fait religieux dans les entreprises privées* », guide du ministère du travail , janvier 2017 – in Actes du colloque sur le fait religieux en entreprise, Centre de droit social,

Faculté de droit 3 mars 2017, ed. Presses univ.AMU 2018

Direction de thèses ou d'ouvrages, notamment :

- *La rupture du contrat de travail en droit anglais.Droit comparé anglais et français*, par Allison Fiorentino, Prix de droit social de la Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille, ed. PUAM 2008, préface. D. Berra
- *Egalité et liberté dans le contrat de travail. Evolution du droit contemporain*, Par Agnès Viottolo, Prix de droit social de la Faculté de droit, ed. Puam 2004, préface D.Berra
- *Le droit du travail américain, un droit de l'entreprise. Contribution à l'étude comparée des sources du droit du travail français et américain*, par Estelle Courtois-Champenois, prix UIMM, Prix de droit comparé 2001de la Faculté de droit, éd.PUAM2002, préface D. Berra
- *Le droit des relations de travail confronté au VIH/SIDA*, par Joël Colonna, Prix de droit social de la Faculté de droit, éd. PUAM 2002, préface D. Berra,.
- *Le droit du travail en Polynésie française : entre autonomie et assimilation Contribution à l'étude du Droit Social polynésien*, par Solange Drollet, Prix de droit social de la Faculté de droit, éd. PUAM 2000, préface D. Berra,
- *La valeur juridique des Chartes d'entreprise au regard du droit du travail français*, par Nadège Caussé, prix de droit social, , éd. PUAM 2000, préface D. Berra
- *L'avantage acquis en droit du travail*, par Alexis Bugada, prix Georges Ripert de la Faculté de Droit et de Science politique, éd.. PUAM 1999, préface D. Berra
- *Le statut de la pluriactivité en Droit Social*, par Isabelle Coriatt-Attia, prix de droit social, éd. PUAM 1999. préface D.Berra
- *L'avocat salarié : entre indépendance et subordination*, par Virginie Renaux- Personnic, Médaille de la Ville d'Aix-en-Provence 1998 (droit privé), éd. PUAM 1998, préface D. Berra
- *L'impact des nouvelles technologies sur la protection de la vie privée en milieu de travail en France et au Québec* par Sylvain Lefebvre, éd. PUAM 1998, préface D. Berra
- *L'organisation du droit du licenciement aux Etats-Unis. Approche comparative des droits américains et français*, par

Estelle Courtois-Champenois, éd. PUAM 1997, préface D. Berra

- *Le système polynésien de sécurité sociale. La couverture sociale généralisée depuis le 1er janvier 1995* par Solange Drollet, éd. PUAM 1996, préface D. Berra
- *La consultation juridique donnée par les enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur après la loi du 31 décembre 1990*, par Virginie Renaux, , éd. PUAM 1994, préface D. Berra